

RÉTROSPECTIVE.

SOUTIEN AUX SOIGNANTS



MédiaChartres soutien le monde médical

MédiaChartres, revient sur un article de [Jade Lindgaard](#)

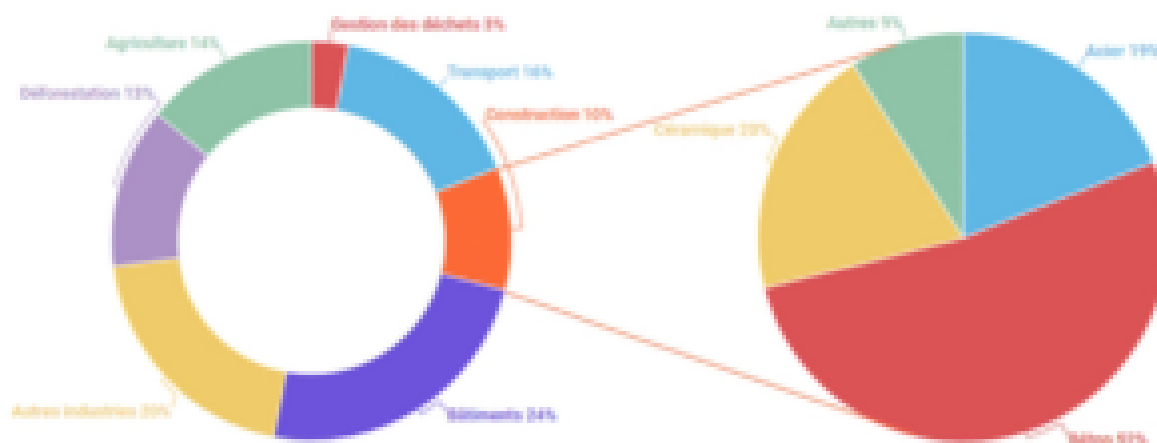
Pour d'excellentes et évidentes raisons, la première étant le sujet du « **bétonnage** » des Villes, par les maires, **adjoints** et **lobbyistes**, au travers des nombreuses **SEM** et **SPL** ! (pour qu'elles raisons ?), nous connaissons déjà tous **les** réponses (...)

Prochains sujets, faire l'éclairage, sur « **Chartres** » par une mise en pleine lumière.



Extrait: Des élus veulent continuer de bétonner en paix !

Des élus locaux, qui ont le pouvoir de rendre constructibles des parcelles de terre, mènent la fronde contre de nouvelles dispositions les empêchant de bâtir à tour de bras. Mais la protection des terres et du vivant ne devrait-elle pas constituer une priorité plutôt que de construire un nouveau centre logistique ou un **énième hypermarché** ?



Béton et CO2 : un désastre écologique !

C'est l'une des principales avancées de [la loi « climat » votée](#) sous le premier quinquennat d'**Emmanuel Macron** : mettre fin au bétonnage des terres agricoles et naturelles. En **2050**, il ne sera plus permis de couler du bitume ni de construire une gare ou une autoroute sur des sols non urbanisés, sans obligatoirement les compenser. C'est l'objectif appelé « **zéro artificialisation nette** » (ZAN). Pour s'y préparer, la **France** devra dans dix ans avoir réduit de plus de la moitié le rythme d'artificialisation des terres – par rapport aux dix ans qui ont précédé. L'enjeu est à la fois climatique, car construire sur un sol l'empêche de capter le **CO₂**, et la défense de la biodiversité, puisque recouvrir un sol de matières inertes y tue le vivant (hérissons, lombrics, insectes, oiseaux...), sans oublier l'enjeu paysager.

Demandée par la Convention citoyenne pour le climat, cette mesure avait été affaiblie avant son examen parlementaire par la haute administration, qui l'avait parsemée d'exemptions : les entrepôts de logistique de type Amazon peuvent y échapper,

ainsi que les hypermarchés de taille inférieure à 10 000 m² –
soit 95 % des dossiers !

BETON

Des solutions à l'étalement urbain existent : réemploi d'espaces délaissés, réorientation des activités locales autour de filières agroécologiques, etc. Mais cela demande aux collectivités territoriales de renouveler leur vision du « développement des territoires ». Cet *aggiornamento* n'a pas encore eu lieu dans bien des Mairies et des exécutifs, qui restent dépendants de stratégies complètement obsolètes.

MédiaChartres, vous invite à lire la passionnante suite de l'article :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/300622/des-elus-veulent-continuer-de-betonner-en-paix>

Ci-dessous, extrait de l'album **MédiaChartres**.

©

MédiaChartres







Clara Hirsch